

ne se sont pas réalisées, bien que je ne sois ni manufacturier, ni commerçant, ni banquier, cependant, en ma qualité d'homme qui s'est toujours intéressé aux affaires publiques, et en m'appuyant sur les opinions de juges compétents, je crois pouvoir affirmer avec assurance que nos industries manufacturières, en dépit des prophètes de malheur, se trouvent dans un état très florissant et très satisfaisant. Mon seul espoir, c'est que cet état prospère de nos industries puisse se continuer. La Providence a favorisé successivement le pays de deux magnifiques récoltes, et c'est à ces deux récoltes que nous devons en grande partie, sous une sage administration, notre présente prospérité.

Le discours du Trône fait aussi allusion au fait que l'immigration a été encouragée. L'immigration s'est accrue et c'est la conséquence naturelle de notre prospérité. Tout pays qui prospère n'a pas de peine, en effet, à obtenir de l'immigration. Les immigrants se portent vers les pays prospères tout aussi naturellement que l'eau se porte vers son centre de gravité, et l'un des effets de notre prospérité, ou l'une des preuves de son existence est le fait que le mouvement d'émigration du Canada, qui avait pris des proportions si alarmantes, s'est presque entièrement arrêté, et que plusieurs des meilleurs sujets du Canada, qui nous avaient quittés, reviennent maintenant à leur pays natal. Plus que cela. Les derniers immigrants qui nous sont arrivés de l'étranger, sont une nouvelle preuve manifeste de la prospérité du Canada. C'est un témoignage éclatant qui nous fait voir comment l'on apprécie dans les pays étrangers les institutions libres du Canada. Les Doukhobors de Russie, par exemple, voulant s'affranchir de la tyrannie civile et religieuse qu'ils subissent en Russie, viennent chercher un asile en Canada où ils pourront, dans des conditions les plus favorables, procéder en paix à leur régénération sociale. Ce fait est naturellement propre à remplir d'orgueil le peuple canadien et nous nous sentons enclins à nous écrier : "Que Dieu bénisse notre noble Canada, notre grande et libre Confédération où règnent la loi et la liberté, et où pas un de ses fils n'est l'esclave ou le favori d'un tyran.

Un autre paragraphe du discours de Son Excellence, sur lequel j'attire l'attention de cette honorable Chambre, se rapporte aux négociations qui viennent d'avoir lieu à Washington. Je suis canadien autant qu'il est possible de l'être. Le Canada est mon

pays natal et je suis un sujet anglais. Je puis même dire que je suis un sujet anglais jusque dans la moëlle des os. J'ai toujours exprimé l'opinion qu'il importait au Canada d'avoir des relations commerciales plus libres avec nos grands voisins du sud. Certains honorables messieurs peuvent, sur ce sujet, différer d'opinion avec moi ; mais on ne saurait différer d'opinion avec moi sur cet autre point que, non seulement dans notre propre intérêt, mais aussi dans l'intérêt de la mère patrie dont nous formons une noble partie, il est désirable que toutes les questions irritantes sur lesquelles les intérêts de la Grande Bretagne et des Etats-Unis sont en conflit, soient réglées, et cela très promptement. Je n'ai jamais cru, cependant, comme quelques-uns l'ont fait, que ce qui est appelé réciprocité commerciale avec le pays situé au sud du nôtre fût indispensable à notre existence, ou même à notre prospérité, et je ne suis pas prêt à faire un seul pas vers nos voisins, à moins que ceux-ci n'en fassent également un, eux-mêmes, vers nous.

L'honorable M. McKAY : Ecoutez ! écoutez !

L'honorable M. McCALLUM : Un "quid pro quo."

L'honorable M. KERR : Je connais cet aphorisme : "Le Canada pour les Canadiens," et je lui donne mon adhésion entière ; mais j'adhère plus cordialement et avec plus de respect encore à cet autre aphorisme : "La Grande Bretagne et le reste de l'empire britannique pour les Canadiens."

Voici ma propre manière de voir : "Non seulement le Canada pour les Canadiens ; non seulement la Grande Bretagne et ses autres colonies pour les Canadiens ; mais j'ajoute que, si à des conditions justes et honorables nous pouvions avoir accès à un marché de 70, ou 75 millions de consommateurs, notre devoir serait d'employer tous les moyens légitimes d'obtenir cet accès. Non seulement je dis—"le Canada pour les Canadiens ; les Etats-Unis pour les Canadiens ; mais ma doctrine va jusqu'à dire : "Le monde civilisé pour les Canadiens," afin de permettre à ceux-ci de donner un libre cours à leur esprit d'entreprise et de progrès. Nous avons devant nous cette perspective, et pour ce qui regarde les négociations entamées avec nos voisins, elles ont donné lieu à de mauvaises prédictions que je n'ai pas approuvées. Je n'ai jamais cru, ou, connaissant nos commissaires et leur carac-